

## Baisser le temps de travail et répondre aux besoins sociaux et écologiques

Michel Husson, Attac, [lemonde.fr](http://lemonde.fr), 17 janvier 2012

***L'emploi est la préoccupation n°1 des Français, et cette inquiétude est justifiée. L'évolution récente et les perspectives sont en effet mauvaises. Le taux de chômage est reparti à la hausse en milieu d'année et devrait atteindre 9,6 % à la fin du premier semestre 2012. Cette situation découle évidemment des effets récessifs des politiques d'austérité mais un autre facteur pourrait jouer, à savoir la volonté des entreprises de rétablir leur taux de marge. Même en cas de timide reprise, celle-ci risquerait de se faire sans créations d'emplois.***

La cause fondamentale du chômage est à trouver du côté de la répartition des richesses : l'augmentation du chômage depuis trente ans est rigoureusement parallèle à celle des profits non réinvestis, qui ont nourri les bulles financières. Les pistes généralement envisagées pour relancer l'emploi ne font que recycler des politiques qui ont fait la preuve de leur inefficacité : baisse du coût du travail, TVA "sociale", "relance de la croissance", etc. Pour ne pas s'embourber dans une nouvelle décennie de chômage, il faut radicalement changer de perspective autour de deux idées-clé.

- **Première idée** : la baisse du temps de travail est, sur longue période, le seul moyen de créer des emplois. En témoigne ce décompte : 500 000 créations nettes dans le secteur privé de 1974 à 1997 ; 1,9 million de 1997 à 2002 ; et 200 000 depuis. Les trois quarts des emplois nets créés depuis 37 ans l'ont donc été durant la période du passage aux 35 heures. C'est pourquoi il faut rétablir une autre utilisation des gains de productivité. Au lieu d'être transférés aux actionnaires, ils devraient être affectés, selon une "règle des trois tiers", à la création d'emplois par baisse du temps de travail, à la revalorisation des bas salaires, et à l'augmentation des ressources de la protection sociale. Plutôt qu'une société divisée entre stressés du travail, précaires et chômeurs, il faut aller vers une société du temps libre où tout le monde travaille, mais moins.
- **Deuxième idée** : il faut renverser le lien entre activité économique et emploi. Aujourd'hui, la possibilité de créer des emplois est soumise au seul critère de rentabilité. Donnez nous les moyens d'être compétitifs (lire rentables) et le reste (l'emploi) vous sera donné de surcroît. Une véritable révolution copernicienne est nécessaire : la société doit choisir ses priorités et créer ensuite des emplois là où sont identifiés les besoins, en utilisant ainsi pleinement ses capacités. L'objectif est que tout le monde soit employé de la façon la plus efficace, en mesurant cette efficacité par l'utilité sociale et non par la rentabilité dégagée. L'intervention publique est ici décisive, pour favoriser cette adéquation des ressources de main-d'œuvre aux besoins : éducation, santé, dépendance, services à la personne, investissements écologiques, etc.

Aucune amélioration sur le front de l'emploi n'est possible sans mise en cause de la répartition des revenus, car la montée du chômage est l'autre face d'une répartition de plus en plus inégalitaire. Si les dividendes versés par les entreprises représentaient la même proportion de leur masse salariale qu'il y a 30 ans, ils seraient inférieurs de 60 milliards, ce qui équivaut à 2 millions d'emplois (payés au salaire médian, cotisations sociales incluses). De même, les allègements de cotisations sociales, dont les évaluations les plus gonflées chiffrent l'impact à 400 000 emplois créés ou préservés, permettraient si on les recyclait de rémunérer près d'un million de salariés. Toute politique d'emploi ambitieuse doit s'appuyer sur des mesures visant à dégonfler les rentes financières et à refiscaliser les revenus du capital.

### **Deux mesures immédiates permettraient de débloquent la situation de l'emploi :**

- Suppression des mesures de défiscalisation des heures supplémentaires qui fonctionnent comme un frein à l'embauche, passage effectif aux 35 heures avec embauches correspondantes, puis avancée vers les 32 heures.
- Créations d'emplois socialement et écologiquement utiles dans le secteur public au sens large (fonction publique, collectivités territoriales, associations).

Il s'agit bien d'enclencher une dynamique de transition vers un autre modèle de développement mais il faut aussi, dans l'immédiat, construire un bouclier social contre les effets de la crise. Cela passe par la revalorisation des minima sociaux et par la mise en place d'un statut du salarié assurant la continuité du revenu et des droits.